

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
1 rue de la Cité-Administrative  
Cité administrative, Bât. G  
BP 80002 - Cedex 9  
31074 Toulouse

Toulouse, le 19/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAFRAN POWER UNITS**

8 chemin du pont de Rupé  
BP 62089  
31000 TOULOUSE

Références : DRI/DRA-199

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement SAFRAN POWER UNITS implanté 8 chemin du pont de Rupé BP 62089 31000 TOULOUSE. L'inspection a été annoncée le 25/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans l'action nationale 2022 relative au "risque d'incendie dans les installations de traitement de surface". Elle vise à s'assurer des moyens mis en oeuvre pour prévenir un incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFRAN POWER UNITS
- 8 chemin du pont de Rupé BP 62089 31000 TOULOUSE
- Code AIOT dans GUN : 0006802399
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Safran Power Units (ex. Microturbo) exploite à Toulouse, chemin du Pont de Rupé, près de la base de loisirs de Sesquières, une usine de fabrication de petits moteurs pour l'aéronautique, pour des activités civiles et militaires. Elle emploie environ 500 personnes sur place. Elle exploite essentiellement un atelier de traitement de surfaces, des bancs d'essais moteurs, un atelier de dégraissage et des ateliers de travail mécanique des métaux. Un nouvel atelier de traitement de surfaces a été mis en service en avril 2014, en remplacement de l'ancien. Il existe une pollution historique des eaux souterraines du site, qui est en cours de traitement. Le site est en partie en zone inondable de la Garonne.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- moyens de lutte contre l'incendie
- système de détections des bords
- dispositions constructives

Le référentiel d'inspection est :

- code l'environnement ;
- Arrêté ministériel (AM) du 9/04/2019 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté préfectoral (AP) du 10/08/2016

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Recensement des parties à Risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
Installations électriques – conception	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet
Implantation - Aménagement	Arrêté Préfectoral du 10/08/2016, article 8.1.1	/	Sans objet
Implantation – Aménagement	Arrêté Préfectoral du 10/08/2016, article 8.1.1.2	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/08/2016, article 8.1.5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 9 faits sans suites ;
- 2 fait susceptible de suites.

L'inspection a constaté que les activités de traitement de surface sont bien gérées. L'exploitant a mis en place les moyens de prévention réglementaires exigés pour prévenir un incendie ainsi que des moyens supplémentaires comme le sprinklage.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Recensement des parties à Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux à risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.).
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de localisation des risques qui va être prochainement mis à jour pour être intégré à un plan de gestion des accidents actuellement en cours d'élaboration sur le site. Il dispose également d'un plan de l'atelier traitement de surface qui présente les 3 lignes de traitement et les cuves. Ce plan mentionne l'utilité des cuves mais n'apparaissent pas : le volume, le nom, la composition...  Ce plan devra être complété.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques – conception**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.  Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.  Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant fait réaliser les contrôles électriques réglementaires par l'organisme de contrôle Bureau Veritas. Par sondage, il a été constaté que les contrôles étaient réalisés annuellement et que les observations émises étaient suivies et traitées. Certaines observations sont redondantes. L'exploitant a indiqué échanger sur le sujet avec l'organisme de contrôle car les observations redondantes portent, selon lui, essentiellement sur des actions finalisées par l'électricien du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.
<b>Constats :</b> Les circuits de régulation ne comportent pas de circuit de refroidissement ouvert.  Les bains sont chauffés à l'aide de thermoplongeurs. Suite à une modernisation de l'atelier, certaines cuves ont également munies d'une sonde de température qui coupe la chauffe du bain en cas d'augmentation de température.  Ces systèmes (thermoplongeurs et sonde de température) sont contrôlés par la société Simetz tous les 3 mois (2 derniers les 03/12/2021 et 17/03/2022, aucune anomalie détectée).  Lors de l'inspection, il a été constaté que les rapports ne mentionnaient pas si le contrôle de la chaîne entière était effectué (du détecteur jusqu'à l'arrêt de la chauffe). Par mail du 31/03/2022, l'exploitant a indiqué que la société Simetz avait confirmé que la chaîne entière était contrôlée. De plus, les rapports ont été modifiés en ajoutant cette précision. Ils seront utilisés lors des prochains contrôles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Ces dispositifs sont régulièrement contrôlés et systématiquement après tout arrêt prolongé d'activité. [...]
<b>Constats :</b> Les cuves de traitements de surface sont équipées de détecteurs de niveaux par système de flotteur. Ces détecteurs ont un seuil de niveau haut, un seuil de niveau intermédiaire et un seuil de niveau bas. Chaque seuil engendre l'arrêt du système de chauffage de la cuve concernée.  Ces systèmes de détection sont contrôlés par la société Simetz tous les 3 mois (2 derniers les 03/12/2021 et 17/03/2022, aucune anomalie détectée).  Comme pour les thermoplongeurs, il a été constaté que les rapports ne mentionnaient pas si le contrôle de la chaîne entière était effectué (du détecteur jusqu'à l'arrêt de la chauffe). Par mail du 31/03/2022, l'exploitant a indiqué que la société Simetz avait confirmé que la chaîne entière était contrôlée. De plus, les rapports ont été modifiés en ajoutant cette précision. Ils seront utilisés lors des prochains contrôles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence d'extincteurs sur l'ensemble des ateliers et notamment à proximité des accès. Par sondage, il a été constaté que leur contrôle était bien réalisé à fréquence réglementaire.  L'ensemble du personnel est formé à la manipulation des extincteurs.  A noter que l'atelier dispose de RIA, régulièrement contrôlés. Or personne sur site n'est formé à leur utilisation. Il sera opportun de réfléchir à leur maintien ou à la mise en place d'une formation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite terrain, il a été constaté la présence d'extincteurs sur l'ensemble des ateliers et notamment à proximité des accès. Par sondage, il a été constaté que leur contrôle était bien réalisé à fréquence réglementaire.  L'ensemble du personnel est formé à la manipulation des extincteurs.  A noter que l'atelier dispose de RIA, régulièrement contrôlés. Or personne sur site n'est formé à leur utilisation. Il sera opportun de réfléchir à leur maintien ou à la mise en place d'une formation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.
<b>Constats :</b> L'atelier traitement de surface est sprinklé. Le réseau sprinklage est branché sur le réseau d'eau de la ville de Toulouse et est capable de fonctionner quelle que soit la température. Ce sprinklage est testé 2 fois par an.  Lors de l'inspection du tableau de suivi des réserves suite aux différents types de contrôle, il a été constaté une baisse de pression dans le réseau de 5 bars au lieu de 8 en 2018. Cette baisse de pression ne permet pas un fonctionnement optimal du sprinklage. L'exploitant a indiqué que depuis cette date, aucune autre baisse de pression n'a été constatée, au contraire il constate plutôt une pression supérieure autour de 9 bars. Afin d'assurer une utilisation optimale du sprinklage, il serait opportun de réaliser un contrôle plus formalisé de la pression dans le réseau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. Les produits récupérés en cas d'accident ou d'incendie ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux dispositions de l'article 33 ou sont éliminés comme les déchets.
<b>Constats :</b> Le réseau d'eaux pluviales est muni de vannes d'isolement qui sont activées en cas d'évacuation en cas d'incendie. Ces vannes sont testées lors des exercices d'évacuation.  A noter que cette action devra figurer dans le futur plan de gestion des accidents.  De ce fait le réseau d'eau pluviale ainsi que les sous sols des ateliers servent de rétention des eaux d'extinction. L'exploitant a indiqué qu'un calcul de la suffisance des volumes disponibles avait été présenté dans le dossier d'enregistrement de 2012 concernant le nouvel atelier de traitement de surface.  Il n'a pas été possible sur site d'estimer le volume réellement disponible.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Implantation - Aménagement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2016, article 8.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation doivent être constituées de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum, et présentent les caractéristiques de faible réaction et de résistance au feu minimales suivantes : matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1 selon NF EN 13 501-1 ; - murs extérieurs et murs séparatifs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ; portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 60 (coupe-feu de degré 1 heure).
<b>Constats :</b> L'atelier est constitué de murs pleins REI 120 sur les extérieurs et les murs séparatifs. Les portes sont a minima REI 120 (plaques vérifiées sur les portes).  L'intégrité des murs a été constatée, il n'y a ni trou pour passage de câbles, ni fissure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Implantation – Aménagement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2016, article 8.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
<b>Constats :</b> L'atelier traitement de surface est muni d'un système de désenfumage en toiture automatique et manuel. Les dispositifs manuels sont situés à proximité des accès : un accès donnant vers l'extérieur et un autre donnant sur l'atelier adjacent de travail mécanique des métaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/08/2016, article 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation de l'atelier
<b>Prescription contrôlée :</b> Les produits utilisés pour les traitements de surfaces ne contiennent pas de cadmium ni de cyanure. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. [...] Tous les effluents provenant des ateliers de traitement de surfaces (bains de rinçage, bains usés, eaux de lavage des sols et des équipements, etc.) sont évacués en tant que déchets en filières extérieures autorisées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué n'utiliser ni cadmium ni cyanure. Les cuves sont étiquetées de manière très lisibles avec le nom des produits et les risques encourus (symboles de dangers).  L'atelier de traitement de surface est dans un bon état général. Les murs, sol et cuves ont conservé leurs intégrités. Les cuves sont sur rétention avec une séparation des acides et des bases. Ces rétentions sont munies de fils sous la géomembrane qui cassent en cas de contact avec un acide ou une base, avec report d'alarme en supervision. L'exploitant s'assure ainsi de l'étanchéité des rétentions. L'état des cuves est contrôlé tous les 3 mois par la société Simetz.  Les cuves de traitement de surface sont reliées à 3 cuves de 3 m <sup>3</sup> qui récupèrent les acides, les bases ou les bains de ressuage. Ces cuves sont ensuite vidées par une société de traitement de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet